

VILLE DE GRASSE

*contrôle financier des délégations de service public (marché N° 07.10)
lot 5 "autres services délégués"*

**DSP de mise en fourrière des véhicules - évaluation du montant d'une éventuelle
garantie de recettes au vu des conditions d'exercice par le délégataire Brondello
note annexe au rapport R GRA 120109 V2 du 09/01/12**

sommaire

A.	DEFINITION DE LA GARANTIE	2
A.	RAPPEL (EXTRAIT DU RAPPORT R GRA 120109 V2)	2
B.	ORIENTATION PROPOSEE	2
C.	EXEMPLE DE CE QUE POURRAIENT ETRE LES MODALITES DE CALCUL	3

N GRA 120119 V1, rédigé par X. Tardieux

19 janvier 2012

A. DEFINITION DE LA GARANTIE

a. rappel (extrait du rapport R GRA 120109 V2)

➔ Dans l'hypothèse où la Ville retiendrait le principe d'une garantie de recettes, les questions suivantes se poseraient pour son application :

- la garantie doit-elle porter sur un niveau d'activité ? si oui, celui-ci doit-il être global (nombre d'enlèvements) ou détaillé (distinction gênant/ abusif, public/ privé ...),
- la garantie doit-elle plutôt porter sur un niveau de recettes ? si oui, celui-ci doit-il être global et non détaillé, ou lié à une hypothèse de "mix" d'activité (permettant notamment la bonne prise en compte des différences de rentabilité des différentes activités), ou centré sur l'activité principale (enlèvement) ?

b. orientation proposée

Il nous a été demandé, et tel l'objet de la présente note, s'il nous paraissait préférable d'asseoir la garantie sur un niveau de recettes ou sur un niveau d'activité.

L'approche niveau d'activité nous semble plus adaptée car elle permet d'envisager une définition claire et un contrôle contradictoire aisé, limitant les possibilités de litige et simplifiant la gestion de la garantie.

Ses relatives complexités (l'activité ne se résume pas à un seul chiffre, mais les recettes non plus) seront par ailleurs amoindries dans la mesure où il n'est pas fait application d'une tarification spéciale pour la Ville de Grasse, ce que nous recommandons.

Le chiffre de référence pourrait être celui du nombre d'enlèvements demandés, sur une base annuelle (afin d'éviter toute contestation au titre des variations saisonnières) qui pourrait être de 1 186 enlèvements par an (soit une moyenne de 98,83 enlèvements par mois) tous véhicules confondus, qui correspond à un équilibre au milieu de la fourchette estimée par le rapport précédent dans l'hypothèse d'un alignement de la tarification Ville de Grasse sur la tarification standard (point D.b du rapport).

Il conviendrait de préciser notamment les règles relatives :

- aux refus d'intervention : prise en compte dans le nombre d'enlèvements (c'est en effet de sa faute si le délégataire laisse ainsi perdre une recette qui lui était accessible), sans préjuger de l'application des pénalités,
- aux annulations : non prises en compte dans le total,
- aux opérations interrompues : non prises en compte dans le total, ou prises en compte pour une fraction, par exemple 1/10, pour tenir compte du fait que le délégataire reçoit en ce cas une petite rémunération.

Ce chiffre pourrait être accompagné d'un deuxième chiffre qui pourrait être soit la répartition entre gênants et abusifs (ces derniers génèrent en effet plus de recettes, du fait des frais de garde), soit le

nombre d'abusifs, soit le nombre de jours de garde facturés, cette dernière solution nous paraissant être de loin la plus simple.

En revanche, il ne nous paraît pas souhaitable de compliquer au-delà ; en particulier, le véhicule moyen serait censé correspondre à la catégorie "voiture particulière" et il ne serait pas tenu compte des éventuels produits (marginaux) du délégataire au titre de la prestation "immobilisation".

c. exemple de ce que pourraient être les modalités de calcul

Sur la base des orientations ci-dessus, on pourrait ainsi envisager une garantie telle que la suivante :

1. Au cas où le nombre annuel d'enlèvements serait inférieur à 1 186, tous véhicules confondus, la compensation pour activité insuffisante serait de 148 € (123 € HT plus TVA 19,6%) par enlèvement manquant ;
2. Au cas où le nombre total de journées de garde facturées, tous véhicules confondus, serait inférieur à 8 500, la compensation pour activité insuffisante serait de 4,60 € (3,85 € HT) par journée manquante.

Les différents chiffres ci-dessus en jaune sont indicatifs ; il va de soi que la Ville peut définir des seuils et taux légèrement inférieurs à ceux-ci dans la mesure où la prise de risque par le délégataire est une des caractéristiques essentielles de la délégation de service public.

Ces chiffres ont été calculés en référence aux hypothèses du rapport R GRA 120109 V2, partie D.b, à savoir option alignement intégral Ville sur conditions standard :

- 1 186 est le nombre annuel de véhicules correspondant à un équilibre des charges et des produits en milieu de la fourchette,
- 148 € correspond au produit moyen par enlèvement déduction faite des charges variables post-enlèvement (expertises principalement) et des dépenses de carburant,
- 8 500 est calculé à partir du nombre de journées de garde estimé pour une activité de 1 186 véhicules an, soit 9 783 jours, abattu (il a été ici fait un abattement de 13%) pour éviter que la double garantie ainsi accordée (enlèvements et jours de garde) ne conduise pas à pénaliser la Ville au cas où le nombre d'enlèvements serait supérieur au niveau de garantie et celui des journées de garde inférieur au niveau de garantie,
- 4,60 € est la tarification d'un jour de garde pour une voiture particulière.